

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



VILLE DE RAMBOUILLET

**Services Techniques**

49, rue de Groussay  
78514 Rambouillet Cedex  
Tél. : 01 75 03 42 10  
Fax : 01 75 03 42 01  
[services.techniques@rambouillet.fr](mailto:services.techniques@rambouillet.fr)

Rambouillet, le 02 juillet 2025

**Bordereau d'envoi à**

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE  
La Direction  
19 allée des Vignes  
78120 RAMBOUILLET

**Nos réf. :** 20250702\_JMR/LL/AS

**Objet :** Arrêtés Permanents et les Procès Verbaux de la Commission Communale de Sécurité

<b>Nb de Pièces</b>	<b>Désignation des pièces</b>	<b>Observations</b>
4	<p>Madame, Monsieur,</p> <p>Veillez trouver, ci-joint, les arrêtés permanents de poursuite d'exploitation et les Procès Verbaux de la Commission Communale de Sécurité pour l'établissement suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Institut Universitaire de Technologie Bâtiment « Hermes » et Bâtiment « Colbert » sis 19 allée des Vignes 78120 RAMBOUILLET</li></ul> <p>Vous en souhaitant bonne réception.</p>	<p><b>Pour information</b></p>

Responsable du Pôle patrimoine Bâti

Jean-Marc REYMANN







VILLE DE RAMBOUILLET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affaire suivie par l'adjudant-chef Amaury ZEDET

Tél : 01.39.30.56.70

Mail : prevention.sud@sdis78.fr

**PROCÈS VERBAL  
DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ  
DE RAMBOUILLET**

-----

Visite du 23 juin 2025

**OBJET :**

Commune de RAMBOUILLET  
Dossier : Institut Universitaire de Technologie  
Bâtiment « Hermes » (#517-ERP-001/5)  
Affaire : Visite périodique et de réception de travaux  
Adresse : 19 allée des Vignes

**REF :**

Code de la construction et de l'habitation (CCH).  
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.  
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié.  
Procès-verbal n° 61224 de la sous-commission départementale de sécurité du 18 juin 2021 relatif à l'autorisation de travaux n° 07851721R8011 du 7 mai 2021.

La commission communale de sécurité de RAMBOUILLET s'est réunie le 23 juin 2025 afin de procéder à la visite du bâtiment « Hermes » de l'Institut Universitaire de Technologie.

L'établissement recevant du public concerné est susceptible d'accueillir 476 personnes dont 23 au titre du personnel. Il est classé en type R avec activité de type N de la 3<sup>ème</sup> catégorie.





Les constatations sur place permettent de faire les remarques suivantes :

- Un des deux vantaux de la porte de la bibliothèque est maintenu en position ouverte du fait de son frottement avec le sol, ce qui favorise la propagation des fumées dans la circulation en cas d'incendie.
- Des radiateurs électriques mobiles sont présents dans le bâtiment.
- La largeur d'une des issues de secours du réfectoire est réduite par la présence d'un charriot de dépôt de plateaux.
- Le personnel n'est pas formé à la manipulation des extincteurs depuis 2019 et insuffisamment formé à la levée de doute.
- Un nombre important de socles mobiles (multiprises) est utilisé dans l'ensemble de l'établissement.
- Divers rapports de vérification technique annuelle n'ont pas été communiqués aux membres de la commission communale de sécurité, comme notamment ceux relatifs à la climatisation et à la ventilation mécanique contrôlée.
- Un bureau de l'étage, situé à côté de la salle informatique n°1 et isolé du local contigu par une paroi vitrée, est utilisé comme un local de stockage.

Après visite, la commission émet un **avis Favorable** :

- à la poursuite de l'exploitation de l'établissement,
- à la réception des travaux relatif à l'autorisation de travaux n° 07851721R8011 du 7 mai 2021.

Elle demande que le responsable de l'établissement respecte les prescriptions suivantes :

1°) Remettre en bon état de fonctionnement les deux vantaux du bloc-porte d'entrée de la bibliothèque (article R.143-34 du code de la construction et de l'habitation).

2°) Retirer et interdire les radiateurs électriques mobiles dans l'ensemble de l'établissement. En effet ces appareils doivent être fixes (article CH 44 §2e).

3°) Interdire toute mise en place d'obstacles (charriot de dépôt de plateaux etc...) devant les dégagements du réfectoire ou de tout autre locaux recevant du public, susceptibles d'entraver le passage et de présenter une gêne à l'évacuation (articles CO 35 §1 et CO 37).

4°) Former le personnel, y compris celui de la restauration, à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie (extincteurs, déclencheurs manuels de l'alarme générale, équipement d'alarme...), à la levée de doute et à l'évacuation du public, notamment des personnes à mobilité réduite. Des exercices d'évacuation représentatifs d'une situation réaliste et dégradée devront venir parfaire cette formation (articles R.143-41 du code de la construction et de l'habitation, R 33, MS 46, MS 48 et GN 8).

5°) Adapter le nombre de prises de courant à l'utilisation dans l'ensemble de l'établissement pour limiter au maximum l'emploi de socles mobiles (multiprises) (article EL 11 §7).



6°) S'assurer, lors de la prochaine visite, de pouvoir présenter à la commission de sécurité l'ensemble des rapports de vérification des installations techniques (article R.143-37 du code de la construction et de l'habitation).

7°) Supprimer et interdire tout stockage de matières combustibles dans le bureau de l'étage, situé à côté de la salle informatique n°1 ;

**OU**

Isoler ce local, par des murs et un plancher haut (plafond) coupe-feu de degré 1 heure avec un bloc-porte coupe-feu de degré ½ heure équipé d'un ferme-porte. Tenir à disposition de la commission de sécurité, les documents, édités par une personne agréée, attestant de l'isolement réglementaire de ces locaux (articles R.143-37 du code de la construction et de l'habitation, GE 3 §2 et CO 28 §2).

La commission propose, conformément à l'article GE 4 §3, que le délai pour la prochaine visite soit porté à **5 ans** au lieu de 3 ans.

Le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire  
Délégué au cadre de vie, aux grands  
projets et à la sécurité  
Président de la commission communale de  
sécurité  
Conseiller Communautaire

Alain CINTRAT







### Rappels de la réglementation

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle.
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- les ascenseurs (articles R.134-6 et R.134-11 à R.134-13 du CCH et AS 9) : toutes les 6 semaines (bon fonctionnement), semestriel (câbles), annuel (parachutes et nettoyage) par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé.
- les appareils de cuisson et l'installation d'extraction des fumées, des buées et des graisses (article GC 22) : annuelle.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle.
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.143-44 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.143-37 du CCH).

**Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie** (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).



DEPARTEMENT  
DES  
YVELINES

---  
Arrondissement  
de  
RAMBOUILLET  
---

SERVICE : Sécurité/Prévention

Réception au contrôle de légalité le 07/07/2025  
à 10h32.  
078-217805175-20250703-25070332APSE-AR  
Publié le 07/07/2025 - Certifié exécutoire le  
07/07/2025.

REPUBLIQUE FRANCAISE

-----  
MAIRIE DE RAMBOUILLET  
-----

**ARRETE PERMANENT DU MAIRE**  
N°25070332APSE

**Le maire de Rambouillet,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 143-39,

**Vu** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

**Vu** l'arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public,

**Vu** l'arrêté modifié du ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2015042-0002 du 11 février 2015 portant renouvellement de la commission communale de sécurité,

**Vu** l'avis favorable de la commission communale de sécurité, lors de sa visite du 23 juin 2025,

**Vu** le procès-verbal de la commission communale de sécurité du 01 juillet 2025,

**ARRETE**

**Article 1** – L'établissement, Institut Universitaire de Technologie Bâtiment « Hermes », de type R avec activité de type N de la 3<sup>ème</sup> catégorie, sis 19, allée des Vignes 78120 Rambouillet, est autorisé à poursuivre son exploitation.

**Article 2** – L'exploitant est tenu de réaliser les prescriptions du procès-verbal de la commission communale de sécurité dans les délais suivants :

DELAI DE REALISATION				
Permanent	Immédiat	15 jours	1 mois	3 mois
Rappel de la réglementation	1-2-3-6		5-7	4

**Article 3** – L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**Article 4** – Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois à compter de sa notification.

Une ampliation sera transmise à monsieur le sous-préfet et à monsieur le commandant fonctionnel de police.

Fait à Rambouillet, le 03 juillet 2025

Le maire,

Véronique MATILLON





VILLE DE RAMBOUILLET

Affaire suivie par l'adjudant-chef Amaury ZEDET

Tél : 01.39.30.56.70

Mail : prevention.sud@sdis78.fr

**PROCÈS VERBAL  
DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ  
DE RAMBOUILLET**

-----

Visite du 23 juin 2025

- OBJET :** Commune de RAMBOUILLET  
Dossier : Institut Universitaire de Technologie  
Bâtiment « Colbert » (#517-ERP-001/1)  
Affaire : Visite périodique et de réception de travaux  
Adresse : 19 allée des Vignes
- REF :** Code de la construction et de l'habitation (CCH).  
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.  
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié.  
Courrier n°66736 relatif au réaménagement des sanitaires du bâtiment Colbert (autorisation de travaux n° 07851723R8008 du 27 février 2023)

La commission communale de sécurité de RAMBOUILLET s'est réunie le 23 juin 2025 afin de procéder à la visite du bâtiment « Colbert » de l'Institut Universitaire de Technologie.

L'établissement recevant du public concerné est susceptible d'accueillir 338 personnes dont 12 au titre du personnel. Il est classé en type R de la 3<sup>ème</sup> catégorie.



Les constatations sur place permettent de faire les remarques suivantes :

- Le déclencheur manuel de l'alarme incendie situé à l'étage, au niveau de la sortie donnant sur la passerelle extérieure, ne fonctionne pas.
- Le personnel n'est pas formé à la manipulation des extincteurs depuis 2019 et insuffisamment formé à la levée de doute.
- Le bloc-porte du local ouvrant sur le volume de la cage d'escalier encloisonnée, côté city stade, ne possède pas de ferme-porte. De plus, deux orifices d'aération sont présents au-dessus de cette porte, ce qui favorise le risque de propagation des fumées en cas d'incendie.
- Le signal sonore de l'alarme incendie est inaudible dans la salle « Amphithéâtre » lors du fonctionnement de la sonorisation.
- Plusieurs non-conformités sont présentes sur le rapport de vérification réglementaire après travaux relatif à l'autorisation de travaux n° 07851723R8008 du 27 février 2023 (n° d'affaire : 004782300059).

Après visite, la commission émet un **avis Favorable** :

- à la poursuite de l'exploitation de l'établissement,
- à la réception des travaux relatifs à l'autorisation de travaux n° 07851723R8008 du 27 février 2023.

Elle demande que le responsable de l'établissement respecte les prescriptions suivantes :

1°) Remettre en état de bon fonctionnement le déclencheur manuel de l'alarme incendie situé à l'étage, au niveau de la sortie donnant sur la passerelle extérieure (article MS 68).

2°) Former le personnel à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie (extincteurs, déclencheurs manuels de l'alarme générale, équipement d'alarme...), à la levée de doute et à l'évacuation du public, notamment des personnes à mobilité réduite. Des exercices d'évacuation représentatifs d'une situation réaliste et dégradée devront venir parfaire cette formation (articles R.143-41 du code de la construction et de l'habitation, R 33, MS 46, MS 48 et GN 8).

3°) Installer un ferme-porte sur le bloc-porte du local ouvrant sur le volume de la cage d'escalier encloisonnée, côté city stade, et reboucher les trous d'aération situés au-dessus de la porte au moyen d'un matériau permettant de restituer le degré coupe-feu ½ heure minimum de la paroi (articles R.143-41 du code de la construction et de l'habitation, R 15 et CO 24 §1).





4°) Renforcer l'audibilité du signal sonore de l'alarme incendie dans la salle « Amphithéâtre » en installant un bloc autonome d'alarme sonore (BAAS) dans ce local,  
et/ou

Installer une alarme visuelle dans cette salle, qui peut être une signalisation lumineuse de couleur rouge ou blanche intermittente (articles R.143-41 du code de la construction et de l'habitation, MS 64 §3).

5°) Transmettre au secrétariat de la commission communale de sécurité de Rambouillet un rapport de vérifications réglementaires après travaux attestant de la levée de l'ensemble des non-conformités présentes sur le RVRAT relatif à l'autorisation de travaux n° 07851723R8008 du 27 février 2023 (articles R.143- 37 du code de la construction et de l'habitation et GE 8).

La commission propose, conformément à l'article GE 4 §3, que le délai pour la prochaine visite soit porté à **5 ans** au lieu de 3 ans.

Le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire  
Délégué au cadre de vie, aux grands  
projets et à la sécurité  
Président de la commission communale de  
sécurité  
Conseiller Communautaire

Alain CINTRAT





### Rappels de la réglementation

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle.
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle.
- les installations et les appareils d'utilisation de gaz combustible (article GZ 30) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle.
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.143-44 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.143-37 du CCH).

**Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie** (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).



DEPARTEMENT  
DES  
YVELINES

---  
Arrondissement  
de  
RAMBOUILLET  
---

SERVICE : Sécurité/Prévention

Réception au contrôle de légalité le 07/07/2025  
à 10h32.  
078-217805175-20250703-25070333APSE-AR  
Publié le 07/07/2025 - Certifié exécutoire le  
07/07/2025.

REPUBLIQUE FRANCAISE

-----  
MAIRIE DE RAMBOUILLET  
-----

**ARRETE PERMANENT DU MAIRE**  
N°25070333APSE

**Le maire de Rambouillet,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 143-39,

**Vu** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

**Vu** l'arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public,

**Vu** l'arrêté modifié du ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2015042-0002 du 11 février 2015 portant renouvellement de la commission communale de sécurité,

**Vu** l'avis favorable de la commission communale de sécurité, lors de sa visite du 23 juin 2025,

**Vu** le procès-verbal de la commission communale de sécurité du 01 juillet 2025,

**ARRETE**

**Article 1** – L'établissement, Institut Universitaire de Technologie Bâtiment « Colbert », de type R de la 3<sup>ème</sup> catégorie, sis 19, allée des Vignes 78120 Rambouillet, est autorisé à poursuivre son exploitation.

**Article 2** – L'exploitant est tenu de réaliser les prescriptions du procès-verbal de la commission communale de sécurité dans les délais suivants :

DELAI DE REALISATION				
Permanent	Immédiat	15 jours	1 mois	3 mois
Rappel de la réglementation	1 -3-4-5			2

**Article 3** – L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**Article 4** – Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois à compter de sa notification.

Une ampliation sera transmise à monsieur le sous-préfet et à monsieur le commandant fonctionnel de police.

Fait à Rambouillet, le 03 juillet 2025

Le maire,

Véronique MATILLON

